



Doc. 16302 rev
18 décembre 2025

Élection de juges à la Cour européenne des droits de l'homme

Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement des Pays-Bas

Communication

Secrétaire Général·e de l'Assemblée parlementaire

1. Liste et curriculum vitae des candidats présentés par le Gouvernement des Pays-Bas¹

Lettre de M^{me} Tanja Gonggrijp, Ambassadrice, Représentante permanente du Royaume des Pays-Bas auprès du Conseil de l'Europe, à M^{me} Despina Chatzivassiliou, Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, en date du 14 novembre 2025.

[...]

Votre Excellence,

Au nom du Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, j'ai l'honneur de vous soumettre officiellement la candidature de trois éminents candidats au poste de juge de la Cour européenne des droits de l'homme, à élire au titre des Pays-Bas.

Conformément aux procédures établies par l'Assemblée parlementaire, le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas a décidé de proposer ces candidats en raison de leurs qualifications irréprochables, de leur intégrité professionnelle et de leur attachement indéfectible aux principes consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme.

Les candidats sont, par ordre alphabétique:

- M. Sjoerd BAKKER
- M^{me} Tamara TROTMAN
- M^{me} Corinna WISSELS

Chaque candidat incarne les normes les plus élevées d'expertise juridique et d'impartialité, et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas est convaincu qu'ils préserveront la dignité et l'État de droit que représente cette institution judiciaire de renom.

[...]

En complément des CV des candidats, veuillez également trouver en pièce jointe la recommandation du Comité de recommandation adressée au ministre des Affaires étrangères et au ministre de la Protection juridique, signée par la présidente de la Cour suprême, M^{me} De Groot, ainsi qu'une traduction en anglais. Veuillez noter que ce document contient également les informations nécessaires concernant la procédure de sélection nationale.

1. Les curriculum vitae ont été transmis par le Gouvernement des Pays-Bas en anglais et en français.



[...]

2. Informations sur la procédure nationale de sélection des candidats à l'élection au poste de juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre des Pays-Bas

2.1. Contexte

Le mandat de l'actuel juge néerlandais à la Cour européenne des droits de l'homme prendra fin le 2 avril 2026. Par lettre du 11 septembre 2024, la Secrétaire Générale de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a invité le Gouvernement néerlandais à proposer trois candidat·es pour ce poste avant le 11 août 2025. Par lettre du 25 septembre 2024, le Panel consultatif d'experts sur les candidatures à l'élection des juges à la Cour européenne des droits de l'homme («Panel consultatif») a invité le gouvernement à soumettre d'abord ses candidatures au Panel consultatif (au plus tard le 12 mai 2025).

Dans cette optique, le ministre des Affaires étrangères et le ministre de la Protection juridique de l'époque ont engagé la procédure² mise en place par leurs prédécesseurs par arrêté du 4 juillet 2023. Dans le cadre de cette procédure, ils reçoivent une liste non publique de candidat·es recommandé·es, établie par un Comité de recommandation qui, dans le cas du poste vacant actuel, était composé des membres suivants:

- M^{me} Dineke DE GROOT, présidente de la Cour suprême des Pays-Bas (présidente);
- M^{me} Rosa UYLENBURG, présidente de la section du contentieux administratif du Conseil d'État (membre);
- Professeur Nico SCHRIJVER, président par intérim de l'Institut néerlandais des droits de l'homme (membre);
- M. Jos SILVIS, ancien juge à la Cour européenne des droits de l'homme et ancien procureur général à la Cour suprême (membre).

Depuis le 1er septembre 2025, le professeur Richard Lawson est président de l'Institut néerlandais des droits de l'homme. À cette date, il a donc succédé au professeur Nico Schrijver en tant que membre d'office du Comité de recommandation.

Le Dr Nelleke Koffeman (ministère de la Justice et de la Sécurité) et M. Vincent de Graaf LL.M (ministère des Affaires étrangères) ont assuré le secrétariat du comité.

2.2. Procédure

L'offre d'emploi a été publiée le 27 décembre 2024 sur www.werkenvoornederland.nl, le site web d'annonces d'offres d'emploi de l'administration centrale. Les personnes intéressées étaient invitées à télécharger leur CV et une lettre de motivation. La date limite était fixée au 10 février 2025. Le 10 janvier 2025, une annonce d'une page entière pour le poste vacant, qui contenait une référence au site susmentionné, a été publiée dans la revue juridique Nederlands Juristenblad (NJB) ainsi que dans la newsletter en ligne du NJB, avec un lien vers l'annonce officielle. Une annonce pour le poste a également été publiée début janvier sur le site web du Centre pour le droit international du ministère des Affaires étrangères et du Conseil de la magistrature. Enfin, l'offre d'emploi a été largement diffusée sur LinkedIn, le réseau professionnel en ligne.

Outre l'annonce de l'offre d'emploi, comme décrit ci-dessus, le Comité de recommandation («le comité») a également informé les personnes qu'il jugeait aptes et intéressées par le poste.

Au premier tour, 13 personnes au total ont postulé à ce poste, soit sur www.werkenvoornederland.nl, soit en envoyant directement un courriel au comité. Sur ces 13 candidatures, le comité a invité cinq candidat·es (trois hommes et deux femmes) à un entretien. De l'avis du comité, les huit autres candidat·es (quatre hommes et quatre femmes) ne remplissaient pas la condition énoncée à l'article 21, paragraphe 1, de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH), selon laquelle les juges de la Cour européenne des droits de l'homme «doivent soit posséder les qualifications requises pour l'exercice de hautes fonctions judiciaires, soit être des juristes de compétence reconnue», telle qu'elle a été interprétée par le Panel consultatif.

2. Voir: www.rijksoverheid.nl/documenten/kamerstukken/2023/07/04/kamerbrief-inzake-procedure-voordracht-europese-rechterlijke-colleges.

Sur la base des cinq entretiens, le comité a rédigé, le 11 mars 2025, une recommandation comprenant trois candidat·es, classé·es par ordre alphabétique: le professeur Sjoerd Bakker, [...] et M^{me} Corinna Wissels. Le 25 avril 2025, le Conseil des ministres du Royaume a approuvé cette recommandation, qui a été soumise au Panel consultatif le 28 avril 2025. [...] La liste a ensuite été soumise à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) le 3 juillet 2025. Peu après, l'un des candidat·es s'est retiré de la procédure pour des raisons personnelles. En conséquence, la liste des candidat·es des Pays-Bas a été officiellement retirée le 22 juillet 2025.

Des demandes de renseignements auprès du secrétariat de l'APCE ont révélé que tant que la liste n'avait pas encore été publiée par l'APCE, le gouvernement était libre de la modifier. La liste néerlandaise n'avait pas été publiée par l'APCE. Le secrétariat de l'APCE a confirmé que les deux autres candidat·es pouvaient rester sur la liste et que le troisième poste pouvait être pourvu par un·e nouveau·elle candidat·e, à condition que cette personne ait été interviewée au cours de la procédure de sélection nationale. Il ne restait que deux candidat·es qui avaient également été interviewés dans le cadre de la procédure de sélection nationale. La commission a estimé qu'il était approprié de republier l'offre d'emploi. Une note à cet effet a été envoyée au ministre de la Justice et de la Sécurité et au ministre de la Protection juridique de l'époque.

Le poste vacant restant sur la liste a été publié sur werkenvoornederland.nl du 6 au 28 août 2025. Une annonce similaire a également été publiée sur le site web du Centre pour le droit international du ministère des Affaires étrangères et largement diffusée sur LinkedIn, le réseau professionnel en ligne. En outre, le comité a demandé à ses secrétaires d'informer directement un certain nombre de personnes de la nouvelle vacance.

Au cours du nouveau cycle de candidature, 13 personnes au total (sept hommes et six femmes) ont postulé pour le poste vacant sur la liste. Le comité a invité trois de ces personnes à un entretien (un homme et deux femmes). De l'avis du comité, les dix autres candidat·es ne répondaient pas aux exigences susmentionnées énoncées à l'article 21, paragraphe 1, de la CEDH, ou du moins pas dans la même mesure que les trois personnes sélectionnées pour les entretiens. L'un des trois candidat·es invité·es s'est retiré de la procédure peu avant la tenue de son entretien. En conséquence, seul·es deux candidat·es ont été auditionné·es.

2.3. Évaluation par le Comité de recommandation

Pour évaluer les candidat·es, le comité s'est basé sur les critères suivants:

- les exigences susmentionnées contenues dans l'article 21, paragraphe 1, de la CEDH, telles qu'interprétées par le Panel consultatif, et les autres exigences énoncées dans cet article;
- la capacité de s'exprimer efficacement à l'oral et à l'écrit dans au moins une des langues de travail de la Cour (anglais/français), ainsi qu'une connaissance passive au moins de l'autre langue³.

En outre, le comité a cherché à déterminer si les candidat·es avaient une connaissance approfondie de la CEDH et des domaines du droit néerlandais pertinents pour les affaires portées devant la Cour européenne des droits de l'homme, notamment le droit pénal et le droit de l'immigration. Il a également examiné si les candidat·es avaient une expérience professionnelle internationale pertinente, s'ils ou elles avaient une bonne connaissance des différentes cultures juridiques des États membres du Conseil de l'Europe et s'ils ou elles étaient susceptibles de travailler efficacement dans un tel environnement international. Le comité a par ailleurs examiné si les candidat·es avaient une connaissance suffisante de l'ordre constitutionnel néerlandais et des liens avec celui-ci, y compris le rôle des affaires portées devant la Cour européenne des droits de l'homme dans le système juridique et l'administration de la justice néerlandaise, et s'ils ou elles avaient une vision des tâches accomplies et du fonctionnement de la Cour, tant aujourd'hui qu'à l'avenir, ainsi que de la manière dont ces éléments s'inscrivent dans l'ordre juridique national. Les candidat·es ont également été évalué·es sur leur capacité à assumer la lourde charge de travail de la Cour. Enfin, le comité a évalué si les candidat·es étaient disposé·es à s'installer à Strasbourg.

3. À cette fin, les compétences linguistiques des candidat·es, telles qu'elles figuraient dans leur CV, ont été testées lors de l'évaluation du comité. En outre, lors des entretiens, les candidat·es ont été invité·es à répondre en français à une question posée en français sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. Il leur a également été demandé si ils ou elles se sentaient compétent·es pour rédiger des projets d'arrêt en anglais et/ou en français et si ils ou elles pouvaient présenter leur expérience en matière de rédaction de textes juridiques dans ces langues.

2.4. Recommandation

Le gouvernement est tenu de soumettre une liste de trois candidat-es, classés par ordre alphabétique, à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Au moins une personne figurant sur la liste doit être une femme. Les femmes étant actuellement sous-représentées à la Cour européenne des droits de l'homme, la liste des candidat-es aurait également pu être composée uniquement de femmes dans ce cas précis. La liste finale que le gouvernement soumettra à l'Assemblée parlementaire ne comprendra que les noms et les CV des trois personnes concernées.

[...]

Sur la base des documents pertinents, des entretiens avec les candidat-es et d'autres observations faites au cours des cycles de candidature décrits ci-dessus, le comité est parvenu à la recommandation suivante (par ordre alphabétique):

- Professeur Sjoerd Bakker;
- M^{me} Tamara Trotman;
- M^{me} Corinna Wissels.

[...]

Annexe 1 – Curriculum vitae de Sjoerd BAKKER

I. État civil

Nom, prénom: BAKKER, Sjoerd

Sexe: masculin

Date et lieu de naissance: le 10 novembre 1973 à Heemstede, Pays-Bas

Nationalité: néerlandaise

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

- 2024: Cours CPO pour l'arbitrage NAI, Rotterdam, Pays-Bas
- 2019 – 2021: RHIO (raadsheer in opleiding) stage judiciaire juge d'appel en formation au Gerechtshof Arnhem-Leeuwarden, Pays-Bas (Cour d'appel Arnhem-Leeuwarden)
- 2009 – 2012: Programme de doctorat à la Vrije Universiteit Amsterdam, Pays-Bas (Faculté de Droit) (thèse de doctorat: "Redelijkheid en billijkheid als gedragsnorm" (La bonne foi comme norme de conduite)
- 2007 – 2008: Académie Grotius, Nimègue, Pays-Bas: cours de troisième cycle sur le droit des affaires et droit des personnes morales
- 1998: Ruprecht-Karls-Universität, Heidelberg, Allemagne. Cours: Philosophie du Droit, Droit Public International et son rôle dans le maintien de la paix
- 1997: Université d'Amsterdam, Pays-Bas: pragmatisme (philosophie) enseigné par prof. R. Rorty
- 1992 – 1999: Études de droit à l'Université de Leiden, Pays-Bas (droit civil). Cours électifs incluant la Théorie Juridique, Fondements du Droit Privé
- 1986 – 1992: Gymnasium a, GSR Rotterdam, Pays-Bas et Lycée Sancta Maria, Haarlem, Pays-Bas

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Période: **depuis 2021**

Poste: **Juge d'appel** (*raadsheer*) (0,8 ETP)

Emplacement: **Cour d'appel Arnhem-Leeuwarden, Pays-Bas** (localisation Leeuwarden)

Responsabilités: juger en appel concernant des affaires civiles (droit commercial, droit de la famille et droit successoral) et (à partir de 2024) des affaires pénales.

Période: depuis 2024

Membre du Groupe d'Experts sur les Droits des Victimes au sein de la justice. Ce Groupe d'Experts se concentre principalement sur la position juridique de la victime/partie affectée dans les affaires pénales.

Période: depuis 2021

Membre de la Plateforme des Projets Innovants (PIP), un groupe de réflexion au sein du système judiciaire affilié au Taskforce Innovation (Regiegroep Innovatie) et au Conseil de la Justice (Raad voor de rechtspraak) respectivement.

Période: 2019 – 2021

Poste: Juge d'appel en formation (*raadsheer in opleiding*)

Emplacement: Cour d'appel Arnhem-Leeuwarden, Pays-Bas (localisation Leeuwarden)

Responsabilités: juger en appel (principalement des affaires civiles concernant des litiges commerciaux et des affaires de droit de la famille).

b. Description des activités juridiques non judiciaires

Période: **depuis 2023**

Poste: **Professeur extraordinaire en Administration de la Justice** (0,2 ETP)

Employeur: **Université Radboud de Nimègue, Pays-Bas** (Faculté de Droit, Département de Jurisprudence)

Responsabilités: mener et stimuler la recherche (dans le cadre du plan sectoriel "Institutions de Résolution des Conflits") et enseigner dans le domaine, entre autres, de la justice et la législation, avec une attention particulière à l'herméneutique, aux droits fondamentaux en droit civil, organiser des réunions périodiques de table ronde en vue d'échanger des connaissances entre le système judiciaire et la science (juridique), supervision des étudiants en mémoire de fin d'études.

Période: **depuis 2013**

Poste: **Professeur d'université** (contrat à zéro heure)

Employeur: **Vrije Universiteit Amsterdam, Pays-Bas** (Faculté de Droit, Département de Droit Privé)

Responsabilités: (jusqu'en 2014) conduite de recherches et enseignement (licence et master) dans le domaine du droit (international) des contrats et de la responsabilité; encadrement d'étudiants en thèse de licence et de master et accompagnement de jeunes chercheurs et enseignants-chercheurs.

Période: 2017 – 2019

Poste: Avocat

Employeur: Spigt Dutch Caribbean, Willemstad, Curaçao, les Caraïbes néerlandaises

Responsabilités: conseiller et plaider en droit des sociétés, droit des contrats (internationaux) et de la responsabilité, droit de la concurrence, rédaction et négociation de contrats de financement pour le marché caribéen.

Période: 2016 – 2017

Poste: Professeur associé (Faculté de Droit, Département de Droit Privé)

Employeur: Université de Curaçao Dr. Moises da Costa Gomez, Willemstad, Curaçao, les Caraïbes néerlandaises

Responsabilités: mener et coordonner des recherches (dans le programme de recherche "Droits fondamentaux") et mener et coordonner l'enseignement (phase de licence et de master) dans le domaine du droit de propriété et du droit des obligations; supervision des étudiants en mémoire.

Période: octobre 2015 – mars 2016

Poste: Conseiller juridique principal a.i.

Employeur: Dynniq Nederland (anciennement Imtech Traffic & Infra BV), Amersfoort, Pays-Bas

Période: janvier 2015 – septembre 2015

Poste: Conseiller juridique principal

Employeur: Royal Imtech NV, Gouda, Pays-Bas (liquidé)

Période: 2011 – 2013

Poste: Enseigneur-chercheur

Employeur: Vrije Universiteit Amsterdam, Pays-Bas (Faculté de Droit, Département de Droit Privé)

Période: 2007 – 2014

Poste: Avocat/PSL (droit civil)

Employeur: Houthoff Buruma, Amsterdam, Pays-Bas

Période: 2000 – 2006

Poste: Avocat (droit civil)

Employeur: Bos & Van der Burg Advocaten, Zoetermeer, Pays-Bas

c. Description des activités professionnelles non juridiques

Période: depuis 2024

Contributeur ad hoc à Judges for Judges (Rechters voor Rechters), une ONG néerlandaise, qui vise à soutenir des juges collègues ayant rencontré ou pouvant rencontrer des problèmes liés à leur profession.

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits humains

En 2016, ma famille et moi avons déménagé à Curaçao dans les Caraïbes néerlandaises après avoir accepté une invitation à devenir professeur associé à l'Université de Curaçao Dr. Moises da Costa Gomez. En voyant les nombreuses différences de conditions de vie et de bien-être entre les habitants des Caraïbes néerlandaises et ceux de la partie européenne du royaume des Pays-Bas, j'ai pris un intérêt durable pour les droits fondamentaux et leur signification pour les Caraïbes néerlandaises et les Pays-Bas. À ce moment-là, j'ai été nommé par les co-doyens de la faculté de droit de ladite université pour mener et coordonner des recherches dans le programme de recherche "Droits Fondamentaux". Cela a abouti, autour et après mon départ de cette faculté, à un volume de recherche facultaire sur les droits fondamentaux dans les Caraïbes néerlandaises (2019) et à des articles de ma part sur la relation entre les droits fondamentaux et la bonne foi (2017) et sur l'impact de l'arrêt de la CEDH de 2016 dans l'affaire Murray sur le droit privé caribéen néerlandais (2020). Depuis lors, les droits fondamentaux ont joué un rôle distinct dans mes publications et mes conférences (universitaires), mettant généralement l'accent sur leur influence sur l'ordre juridique, le droit privé en particulier, et sur la prise de décision judiciaire. Les publications de cette période incluent un article sur le bannissement (wegcontracteren) des droits fondamentaux dans les contrats (2022) et une monographie sur l'influence des droits fondamentaux sur le droit de propriété néerlandais et le droit des obligations (2023). Des études plus récentes avec une perspective sur les droits fondamentaux ont été menées sur le sujet de la coercition corporelle, le 'droit à l'oubli' et le phénomène juif orthodoxe de l'Eruv. De plus, j'ai récemment coorganisé et présenté des conférences sur le pluralisme religieux et les droits de l'homme lors de la conférence annuelle du Conseil néerlandais pour la justice (Raad voor de rechtspraak) à La Haye et accepté une invitation à contribuer à un futur volume de recherche de Nimègue sur l'application par la justice néerlandaise des arrêts de la CEDH et CJUE dans le droit néerlandais.

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

sans objet

b. Mandats électifs

sans objet

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

sans objet

VI. Autres activités

Période: depuis 2023

Membre des Court Watchers, un groupe néerlandais d'observateurs de la CEDH de l'Université de Leiden et de l'Université Radboud de Nimègue sous l'égide du Prof. Dr. Rick Lawson

Période: depuis 2023

Arbitre de l'Institut Néerlandais d'Arbitrage (Nederlands Arbitrage Instituut) (NAI), Rotterdam, Pays-Bas

Période: depuis 2022

Arbitre du Conseil d'Arbitrage dans les litiges de construction (Raad van Arbitrage in bouwgeschillen), Utrecht, Pays-Bas

Période: depuis 2018

Membre du comité de rédaction de la Groene Serie Verbintenissenrecht (manuel Wolters Kluwer sur le droit néerlandais des obligations)

VII. Travaux et publications

Environ 90 publications académiques depuis 2006, parmi lesquelles:

- De eruv: een verkenning vanuit civiel- en mensenrechtelijk perspectief (article sur le phénomène juif orthodoxe de l'eruv, discuté d'un point de vue du droit privé et des droits fondamentaux), à paraître en 2025.
- Het recht op vergetelheid anno 2024 (article sur la vie privée et le 'droit à l'oubli'), NTM/NJCM, jrg. 49 (2024), nr. 3, p. 199-214.
- Lijfsdwang in mensenrechtenperspectief (article sur la coercition corporelle dans une perspective des droits fondamentaux), Tijdschrift voor de Procespraktijk 2024-4, p. 116-120.
- Rechterlijke discretie (discours inaugural sur la discrétion judiciaire), La Haye: Boom juridisch 2023, 37 pp., ISBN: 9789462128248.
- Grondrechten in het vermogensrecht (monographie concise sur les droits fondamentaux en droit privé), Ars Aequi Libri Cahier Privaatrecht, Nimègue: Ars Aequi Libri 2023, 106 pp., ISBN: 9789493199941.
- Wegcontracteren van grondrechten (article sur le banissement des droits fondamentaux dans les relations contractuelles), ORP 2022/6, p. 16-24.
- Contractsuitleg (monographie concise sur l'interprétation des contrats), Ars Aequi Libri Cahier Privaatrecht, Nimègue: Ars Aequi Libri 2021, 98 pp., ISBN: 9789493199484.
- TBS en Curaçao (article sur les droits fondamentaux en relation avec les personnes détenues souffrant de troubles mentaux), Nederlands Juristenblad 2020/643, p. 691-698.
- De receptiefunctie van de redelijkheid en billijkheid (article sur la fonction réceptive de la bonne foi), WPNR 2017/7133 (numéro anniversaire des 25 ans du Nouveau Code Civil Néerlandais), p. 1-9.
- Redelijkheid en billijkheid als gedragsnorm (thèse de doctorat sur le rôle de la bonne foi comme norme de conduite), Deventer: Kluwer 2012, 187 pp., ISBN: 9789013110562.

VIII. Langues

Langue	Français	Anglais	Allemand
Lire	C1	C2	C2
Ecrire	C1	C2	C1
Ecouter	C1	C2	C2
Parler	C1	C2	C1/C2
Comment avez-vous appris	Au lycée et lors de cours de langue en groupe et individuels à l'Alliance Française, tant aux Pays-Bas qu'en France au cours des dernières années.	Au lycée, pendant mes années d'études à l'université et dans ma vie professionnelle en tant qu'avocat, universitaire et conseiller juridique	Au lycée, pendant ma période d'études à Heidelberg et dans ma vie professionnelle en tant qu'avocat, universitaire et conseiller juridique.

IX. Autres informations pertinentes

Chargé de cours CPO/Académie Grotius, cours de troisième cycle sur le droit des contrats internationaux, Nimègue, Pays-Bas (**en cours**).

Chargé de cours OSR/Ecole des Avocats, un partenariat de cabinets d'avocats néerlandais de premier plan, offrant aux avocats en herbe un programme de formation de haute qualité destiné à développer l'expertise juridique et les compétences professionnelles essentielles au succès dans la profession juridique, Utrecht, Pays-Bas (**en cours**).

X. Amélioration des compétences linguistiques

Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élu juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Oui, je confirme

XI. Résidence à Strasbourg

Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élu juge à la Cour.

Oui, je confirme

Annexe 2 – Curriculum vitae de Tamara Beatrice TROTMAN

I. État civil

Nom, prénom: TROTMAN, Tamara Beatrice

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 16 novembre 1969 à Rome, Italie

Nationalités: néerlandaise et barbadienne

II. Formations, diplômes et autres qualifications

- 1986-1992:	Diplôme de master en droit, Vrije Universiteit Amsterdam (droit pénal et droit civil)
- 1992-1995:	Formation à l'exercice de la profession d'avocat (Beroepsopleiding Advocaten)
- 2000:	Formation spécialisée pour avocats de la défense (Opleiding Specialisatie Strafrecht), (Ordre des avocats des Pays-Bas et Institut Willem Pompe de l'université d'Utrecht)
- 2005-2006:	Divers cours au SSR (Centre de formation et d'études pour le pouvoir judiciaire), dans le cadre de la formation initiale des juges

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

Depuis avril 2023:	Juge à la Cour suprême des Pays-Bas, chambre pénale
- 2018-2023:	Membre adjoint de la division juridictionnelle du Conseil pour l'application du droit pénal et la protection de la jeunesse (Raad voor Strafrechtstoepassing en Jeugdbescherming – RSJ). Le Conseil examine en appel les décisions rendues à l'égard des personnes sous peine d'emprisonnement ou faisant l'objet de mesures de détention, notamment: les détenus en détention provisoire et les délinquants soumis à des mesures de traitement psychiatrique.
- 2014-2023:	Juge à la cour d'appel de La Haye, chambre pénale (nommée juge d'appel senior le 1er novembre 2023)
- 2011-2021:	Juge suppléant à la chambre des mandats d'arrêt européens/coopération judiciaire internationale du tribunal de district d'Amsterdam (compétence exclusive pour les affaires relatives aux mandats d'arrêt européens aux Pays-Bas)
- 2007-2014:	Juge à la Cour de district de Rotterdam, chambre pénale (nommée juge principal le 1er juillet 2013)
- 2006-2007:	Juge stagiaire (chambres administrative et pénale) au tribunal de district de Rotterdam
- 2004-2005:	Juge suppléant, chambre pénale du tribunal de district de Rotterdam

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- 2020-2023:	Maître de conférence (<i>lector</i>) en droit pénal au SSR (Centre de formation et d'études pour le pouvoir judiciaire) dans le cadre des cours de formation continue destinés aux juges et au personnel judiciaire. Un chargé de cours est détaché à temps partiel auprès du SSR et assume la responsabilité finale du contenu du programme de formation.
- 2006-2012:	Membre de la division droit pénal du jury d'examen du barreau néerlandais
- 1998-2005:	Membre suppléant du Conseil des représentants (<i>College van Afgvaardigden</i>) de l'Association du barreau néerlandais
- 1996-2000:	Greffier suppléant au Conseil de discipline (<i>Raad van Discipline</i>) à La Haye
- 1992-2005:	Avocat pénaliste à La Haye au sein du cabinet Wladimiroff & Waling et de ses prédécesseurs (Wladimiroff Waling Schreuders et Wladimiroff & Spong) J'ai traité des affaires dans l'ensemble des domaines du droit pénal.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

sans objet	
------------	--

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits humains

- Depuis 2009:	Membre (ainsi que président depuis 2013) du conseil d'administration de la fondation Judges for Judges (Rechters voor Rechters, www.rechtersvoorrechters.nl). Créée en 1999, la fondation néerlandaise Rechters voor Rechters (Juges pour juges / J4J) est une organisation indépendante et apolitique, fondée par des juges pour soutenir leurs confrères à l'étranger confrontés à des problèmes ou à des risques liés à leur pratique professionnelle. Ces problèmes concernent principalement des violations présumées de l'indépendance judiciaire. J4J intervient également auprès de juges démis de leurs fonctions dans des circonstances troublantes, arrêtés ou emprisonnés, soumis à des pressions, menacés ou assassinés. Parmi ses activités: suivi des procès disciplinaires (Serbie, Bulgarie), suivi des procès pénaux (Turquie), soumission d'un rapport conjoint pour l'Examen périodique universel (Eswatini), interventions de tiers devant la CEDH en coopération avec le professeur Laurent Pech (dans plusieurs affaires concernant des juges polonais). J4J coopère notamment avec l'Association européenne des magistrats (AEM), Magistrats Européens pour la Démocratie et les Libertés (MEDEL), l'Association européenne des juges administratifs (AEAJ), la Commission internationale de juristes (CIJ), l'Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau (IBAHRI) et le Rapporteur spécial des Nations unies sur l'indépendance des juges et des avocats.
- 2020-2023:	Membre du conseil de surveillance du Comité Helsinki des Pays-Bas
- 2012-2021:	Membre, puis vice-président du conseil de surveillance de l'UNICEF Pays-Bas
- 1999-2003:	Membre du Comité permanent international sur le mandat d'Amnesty International
- 1997-2001:	Membre du conseil d'administration d'Amnesty International Pays-Bas

V. Activités publiques**a. Postes dans la fonction publique**

- Voir sous III.a	
- 2019-2023	Président du comité consultatif de nomination du Conseil de la culture (<i>Raad voor Cultuur</i> , organisme institué par la loi pour conseiller le gouvernement et le Parlement néerlandais sur les questions relatives aux arts, à la culture et aux médias.)

b. Mandats électifs

- non applicable	
------------------	--

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

- non applicable	
------------------	--

VI. Autres activités (domaine, durée, fonctions)

Sélection:

- Depuis 2025:	Maître de conférence à l'Opleiding Specialisatie Strafrecht (formation spécialisée pour les avocats de la défense) de l'Institut Willem Pompe de l'Université d'Utrecht
- 2023:	Conférencière (sur la liberté d'expression des juges) Conférence du Réseau d'échange judiciaire d'Europe centrale et orientale CEELI, Prague
- 2022 et 2015:	Président/membre du jury du prix Camera Justitia, festival du film Movies that Matter
- Depuis 2021:	Membre du jury du prix Thoolen NJCM (NJCM est la section néerlandaise de la Commission internationale des juristes)

- 2019:	Membre du jury EJTN-THEMIS 2019 demi-finale (éthique judiciaire et conduite professionnelle), Sofia
- 2018 2023:	Experte à court terme pour le Centre de coopération juridique internationale (CILC): Projet «Renforcement du service de probation et du système de sanctions alternatives» – Serbie et Monténégro et Projet «Renforcement du leadership des femmes dans le système judiciaire» – région MENA
- Depuis 2016:	Membre du comité de rédaction de BoomStrafblad (jusqu'en 2020: Strafblad (SDU))
- Depuis 2014:	Maître de conférence (cours sur les valeurs fondamentales pour les juges) au Centre de formation et d'études pour le pouvoir judiciaire (SSR)
- 2008-2017:	Membre du comité des nouveaux membres du conseil d'administration d'Amnesty International Pays-Bas
- 2002-2009:	Membre du conseil de surveillance de Stichting FORUM, institut pour le développement multiculturel
- 1994-1996:	Membre du conseil d'administration de l'Association des jeunes avocats auprès de la Cour suprême des Pays-Bas

VII. Travaux et publications

Sélection:

- T. Trotman & R.C. Simons, *Het Pokkenbriefje-arrest: het oudste strafrechtelijke arrest van de Hoge Raad op rechtspraak.nl* (L'arrêt relatif au certificat de variole: le plus ancien arrêt pénal de la Cour suprême sur Rechtspraak.nl), Boom Strafblad 2023/6;
- Paul Bovend'Eert & T.Trotman: *Rechterlijke onafhankelijkheid in Nederland: stevige waarborgen, maar ook kwetsbaarheden* (L'indépendance judiciaire aux Pays-Bas: des garanties solides, mais aussi des vulnérabilités) dans: *Rechterlijke onafhankelijkheid (Indépendance judiciaire)*, Paul Bovend'Eert, Paul Lemmens, Tamara Trotman et Raf Van Ransbeeck, Lea Uitgevers, 2023;
- T. Trotman, Taking judicial independence seriously?, TREMA, 2018/3;
- T. Trotman, *De TA: Terroristen getralied* (La TA (aile pénitentiaire pour terroristes): les terroristes derrière les barreaux), Strafblad, 2016/4;
- T.Trotman, annotation (en néerlandais) sous *Ivanovski c. Ancienne République yougoslave de Macédoine* (29908/11), CEDH 2016/94 (Sdu European Human Rights Cases), numéro 5, 2016;
- J. Janssen, T. Trotman & L. van Walree, *Levenslang, da's logisch toch...?* (La prison à vie, c'est logique, n'est-ce pas...?), Nederlands Juristenblad (NJB) 2015/1590;
- T. Trotman, *Over solidariteit en de persoonlijke moed van daadwerkelijk onafhankelijke en onpartijdige Rechters* (Sur la solidarité et le courage personnel des juges véritablement indépendants et impartiaux), Ars Aequi, juin 2014;
- J. Janssen, E. van den Emster et T. Trotman, *Strafrechters over de praktijk van de voorlopige hechtenis* (Les juges pénaux sur la pratique de la détention provisoire), Strafblad 2013/6;
- T. Trotman, auteur de commentaires sur plusieurs articles du Code pénal et du Code de procédure pénale dans: *Sdu Commentaar Strafrecht* et *Sdu Commentaar Strafvordering*, La Haye (entre 2006 et 2019);
- T. Trotman & Dr. P.M. van Russen Groen, *Een zwitserse skileraar en het nemo-tenetur beginsel: een stand van zaken* (Un moniteur de ski suisse et le principe nemo tenetur: état des lieux, concernant J.B. c. Suisse (requête n° 31827/96)) contribution à «lets bijzonders» (Liber amicorum pour Prof. Jhr. M. Wladimiroff), SDU, 2002.

VIII. Langues

Langue	Français	Anglais	Néerlandais	Italien
Lire	B2	C2	C2	B1
Écrire	A2	C1/C2	C2	A2
Écouter	B1	C2	C2	B1
Parler	A2	C1/C2	C2	A2

Comment avez-vous appris	Enseignement secondaire (VWO = enseignement pré-universitaire), autoformation	Enseignement secondaire (VWO = enseignement pré-universitaire), autoformation	Langue maternelle	Cours de langues, autoformation
---------------------------------	---	---	-------------------	---------------------------------

IX. Autres informations pertinentes

-

X. Amélioration des compétences linguistiques

Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élue juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Oui, je confirme

XI. Résidence à Strasbourg

Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour.

Oui, je confirme

Annexe 3 – Curriculum vitae de Corinna WISSELS

I. État civil

Nom, prénom: WISSELS, Corinna Maria

Sexe: féminin

Date et lieu de naissance: le 15 novembre 1963 à Luxembourg

Nationalité: néerlandaise

II. Etudes et diplômes, et autres qualifications

- Diplôme d'Études Approfondies (DEA), spécialité Droit International Public, Université de Droit, d'Économie et de Sciences Sociales de Paris II, Panthéon-Assas (1987).
- Etudes de droit néerlandais, avec spécialisation en droit international public et européen, Université de Leiden (1981-1986).
- Baccalauréat Européen, Ecole Européenne Bruxelles, Section Latin-Mathématiques.

III. Activités professionnelles pertinentes

a. Description des activités judiciaires

- **Conseil d'État des Pays-Bas, conseiller d'État, membre de la Section du Contentieux (depuis mars 2013).** Le Conseil d'État a deux missions principales, assurées par deux sections distinctes. La section consultative conseille le gouvernement et le Parlement dans les domaines de la législation et de l'administration. La section du contentieux est le juge suprême administratif. Elle est divisée en trois chambres: l'aménagement du territoire, affaires générales et droit des étrangers. En 2024, la section du contentieux était composée de 45 conseillers d'État (juges) et 252 juristes. La section a rendu 10 525 arrêts: 2 507 sur l'aménagement du territoire, 1 806 dans des affaires générales et 6 210 sur le droit des étrangers.
- Membre de la Chambre Générale et de la Chambre Droit des Étrangers.
- Président d'unité de la Chambre Droit des Étrangers. Le président d'unité travaille en étroite coopération avec le Greffe, les juristes et le personnel administratif. Le Bureau de la Chambre est composé du Président de la Chambre et des trois présidents d'unités.
- Président de la Commission du Droit de l'Union Européenne: cette commission fournit des conseils sur le droit de l'Union européenne à la section consultative et à la section du contentieux. Le président travaille en étroite coopération avec le président de la commission du droit constitutionnel sur l'interprétation de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union européenne en relation avec la CEDH.
- Membre de la Commission du Droit Constitutionnel: cette commission conseille les deux sections sur le droit constitutionnel et les droits fondamentaux.
- **Tribunal d'appel du commerce de de l'industrie, juge suppléant (depuis 2009):** un tribunal administratif spécialisé en matière de droit administratif socio-économique. Il statue également sur les recours en vertu de lois spécifiques, telles que la Loi sur la Concurrence et la Loi sur les Télécommunications.
- Groupe Spéciale d'Arbitrage au titre de l'Accord de Retrait entre UE-Royaume-Uni, nommée un des cinq présidents (2020).

b. Description des activités juridiques non judiciaires

- Chef de l'unité de droit européen, ministère des Affaires étrangères (2007 – 2013): Agent auprès de la Cour de Justice de l'UE; Conseils juridiques aux services politiques; Coordonner la défense dans les procédures d'infraction initiées par la Commission européenne.
- Chef adjoint de l'unité de droit européen, ministère des Affaires étrangères (2005 – 2007).

- Conseiller juridique de l'unité de droit de l'Union européenne, ministère des Affaires étrangères (1997 – 2005).
- Avocat, spécialisé en droit de l'Union européenne, Pels Rijcken Drooglever Fortuijn (Cabinet d'avocats de l'Etat; 2000 – 2001)
- Professeur de droit russe Université de Leiden, Institut de Droit des Pays de l'Europe de l'Est et de la Russie: (1999 – 2000); Conseiller juridique, projet de la Banque Mondiale et de l'UE «Corporate governance in Armenia»; Recherches en matière de la création de nouveau code civil.
- Chercheur en droit russe à l'Institut T.M.C Asser – Centre de droit international et européen (1996 – 1997)
- Directeur de IRIS-Russia Commercial Law Project à Moscou, (IRIS), Université du Maryland (États-Unis) (1995 – 1996); Conseils juridiques aux juristes Russes, responsable de la création du nouveau code civil Russe; Organiser des discussions entre experts Russes, Européens, et Américains.
- Avocat, Gide Loyrette Nouel & Baker & McKenzie, bureau de Moscou (1993 – 1995); Conseils juridiques aux entreprises françaises et néerlandaises en Russie; Lituanie: conseiller juridique en droit des sociétés aux autorités Lituaniennes (projet TACIS de l'UE).
- Avocat, Loeff Claey's Verbeke Sorel, Rotterdam, Amsterdam et Bruxelles (1987 – 1992); Représenter des 'entreprises néerlandaises et internationales devant les tribunaux nationaux; Conseils juridiques en droit européen (droit des sociétés, aides d'État, libre circulation des marchandises, droit de la propriété intellectuelle).
- Stagiaire à la Commission européenne, 1985 – 1986, bureau l'égalité des chances au travail entre les hommes et les femmes.

c. Description des activités professionnelles non juridiques

IV. Activités et expérience dans le domaine des droits humains

Mon expérience dans le domaine des droits humains est directement liée à mon expérience professionnelle d'agent à la Cour de Justice de l'Union européenne et de mon rôle actuel de juge à la section du contentieux du Conseil d'État. En tant qu'agent, j'ai étroitement coopéré avec les agents qui représentaient les Pays-Bas devant la CEDH, en particulier dans des affaires concernant l'interprétation et l'application de la CEDH. J'ai également prodigué des conseils juridiques sur l'adhésion de l'Union européenne à la CEDH (jusqu'en 2013).

En tant que membre de la Chambre Droit des Étrangers et de la Chambre Générale de la section du contentieux, je statue dans de nombreuses affaires dans lesquelles les requérants invoquent des droits protégés par la CEDH, tels que les articles 3, 4, 5, 6, 8, 9, 10, 11 et 13, et l'article 1er du premier Protocole à la CEDH. Dans bon nombre de ces cas, la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union européenne s'applique également. J'ai donc une vaste expérience de la jurisprudence des deux cours européennes. En tant que président de la commission du droit de l'Union européenne du Conseil d'État, j'ai souvent été sollicité pour prodiguer des conseils sur l'interprétation et l'application de la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union européenne et sur la question de savoir dans quelle mesure la jurisprudence de la Cour de Justice de l'Union européenne correspond à celle de la CEDH. En tant que membre de la commission du droit constitutionnel du Conseil d'État, je prodigue des conseils sur des questions relatives à l'interprétation de la CEDH et à la jurisprudence de la Cour.

J'ai publié des articles sur la Charte des Droits Fondamentaux de l'Union européenne et son application aux Pays-Bas (voir VII Publications). Lors des conférences, j'ai fait des présentations sur la Charte des Droits Fondamentaux (par exemple à Bruxelles, 10 ans de Charte) ou j'anime des tables rondes, par exemple sur le principe de confiance mutuelle (par exemple FIDE 2023, Budapest). Depuis 2025, j'enseigne également le cours avancé sur les droits fondamentaux dans l'Union européenne au centre de formation de la magistrature aux Pays-Bas (SSR).

V. Activités publiques

a. Postes dans la fonction publique

b. Mandats électifs

c. Fonctions exercées au sein d'un parti ou d'un mouvement politique

VI. Autres activités (domaine, durée, fonctions)

- Personne de contact du Conseil d'État au sein du réseau de coordination du droit de l'Union européenne des cours et tribunaux au Pays-Bas, depuis 2013
- Contact national (PCN) du réseau des cours et tribunaux de l'EUAA (Agence de l'Union européenne pour l'asile), depuis 2024
- Superviseur à l'Académie des Juristes Gouvernementaux, en droit européen et international, depuis 2014
- Membre du conseil de surveillance de l'Institut Européen de l'Université d'Utrecht, depuis 2015
- Membre du conseil de surveillance du Centre de Recherche de l'Etat et de Droit de l'Université Radboud à Nijmegen, depuis 2021
- Membre du conseil de surveillance de l'Institut Européen de la Faculté de Droit de l'Université de Leiden, depuis 2025
- Membre de la «commission des publications» de l'IARMJ (International Association of Refugee and Migration Judges), depuis 2024
- Chargé de cours au Centre de Formation de la magistrature (SSR): cours avancés sur les droits fondamentaux de l'Union européenne, depuis 2025
- Charge de cours invité en droit européen, Faculté de Droit de l'Université de Leiden, depuis 2012
- Président de l'Association néerlandaise pour le droit européen (NVER), 2013-2022
- Président de la FIDE (Fédération internationale de droit européen), 2018 – 2021
- Président du Comité d'Organisation du Congrès de la FIDE à La Haye qui s'est tenu du 3 au 6 novembre 2021, 2013 – 2021.

VII. Travaux et publications

- "The Proof is in the Pudding: Some thoughts on the 2024 reform of the Statute of the Court of Justice from a highest national court", Corinna Wissels en Tom Boeckstein, EU Law Live Symposium, The 2024 Reform of the Statute of the Court of Justice of the EU, 2024.
- "*Le juge national, L'UE et le regard de MC Escher*", Leiden Europe Lecture, Revue Néerlandaise de Droit Administratif (NTB) 2022, no. 7, p. 401 – 405, 2022.
- "*New kid on the block – growing pains or growing gains*", Corinna Wissels, Aniel Pahladsingh, in "The EU Charter on Fundamental Rights in the Member States," Michal Bobek, Jeremias Adams Prassl (eds.), Hart Publishing, 2020.
- "*Si vous ne pouvez pas vous faire confiance...? Quelques réflexions sur l'arrêt L.M. et le principe de confiance mutuelle*", Corinna Wissels, Ramona Grimbergen, «10 ans de la Charte des Droits Fondamentaux de l'UE aux Pays-Bas», Henri de Waele, Jasper Krommendijk et Karin Zwaan (éd.), Wolters Kluwer 2019.
- "*L'interaction entre la Cour de justice de l'UE et la juridiction nationale*", Hanna Sevenster, Corinna Wissels, liber amicorum Piet Hein Donner, Boom, 2018.
- "*L'avocat général à la Cour de justice de l'UE: général ou scout*», Hanna Sevenster, Corinna Wissels dans «Beyond the Opinion», Liber Amicorum Jaap Polak, Ars Aequi Libri, Nijmegen, 2017.
- "*Naviguer entre Ferreira et van Dijk*", Hanna Sevenster, Corinna Wissels, liber amicorum Henk Lubberdink, 2016;

- "Effet de la Charte de l'UE dans la jurisprudence de la chambre de la juridiction administrative du Conseil d'État: de la forme au contenu?" Laura van Heijningen, Corinna Wissels, Cinq ans de Charte des droits fondamentaux de l'UE contraignante, impact, conséquences, perspectives, Janneke Gerards, Henri de Waele et Karin Zwaan (éd.), Wolters Kluwer, Deventer 2015.
- "*Strategies developed by – and between – national governments to interact with the ECJ*", Mielle Bulterman, Corinna Wissels, in *Judicial Activism at the European Court of Justice*, editors Mark Dawson, Bruno de Witte and Elise Muir, Edward Elgar (ed), 2013.
- "*The Russian Civil Code; will it boost or bust franchising in Russia?*" Corinna M. Wissels, *Review of Central and East European Law*, Volume 22, no 5, 1996.

VIII. Langues

Langue	Français	Anglais	Allemand	Russe	Néerlandais
Lire	C2	C2	C2	B2	C2
Ecrire	C1	C1	B2	A2	C2
Ecouter	C2	C2	C2	B2	C2
Parler	C1	C2	C1	B1	C2
Comment avez-vous appris	Ecole, Université, vie professionnelle	Ecole, Université, vie professionnelle	Ecole, vie privée	Cours individuelles, vie professionnelle et privée	Langue maternelle

IX. Autres informations pertinentes

X. Amélioration des compétences linguistiques

Au cas où vous n'auriez pas le niveau de compétence linguistique requis pour exercer la fonction de juge dans une langue officielle, veuillez confirmer votre intention, si vous êtes élue juge à la Cour, de suivre des cours de langue intensifs dans la langue concernée avant de prendre vos fonctions ainsi que, si besoin est, au début de votre mandat.

Oui, je confirme

XI. Résidence à Strasbourg

Veuillez confirmer que vous vous installeriez de manière permanente à Strasbourg si vous êtes élue juge à la Cour.

Oui, je confirme